



Démocratie et citoyenneté dans la ville du XXI^e siècle

par Céline Sachs-Jeantet

GESTION DES
TRANSFORMATIONS
SOCIALES

SÉRIE
POLITIQUES
SOCIALES

5



Démocratie et citoyenneté dans la ville du XXI^e siècle

par Céline Sachs-Jeantet

Dialogue organisé par l'UNESCO
à HABITAT II
Conférence des Nations Unies
sur les Établissement Humains
Istanbul, 7 juin 1996.

Sous la présidence du Professeur
Ruth Cardoso, Présidente du Conseil
de la "Comunidade Solidaria", Brésil.

En collaboration avec :
Fédération Mondiale des Cités Unies,
Fondation européenne de la science,
Institute of Public Administration,
METROPOLIS (Association Mondiale des Grandes Métropoles),
United Nations Centre for Human Rights,
United Nations Centre for Human Settlements,
United Nations Department for Development Support
& Management Services,
United Nations Development Fund for Women.

Publié en coopération
avec le Conseil International des Sciences Sociales

Publications de MOST

Ouvrages

La différenciation des régimes de croissance. Réseau Histoire et observation des transformations sociales (HOST), MOST/Presses Universitaires de Grenoble (PUG), 1995.

Politiques sociales

- N°1 *A la recherche de nouvelles stratégies de développement - Enjeux du Sommet social*, par Ignacy Sachs, 1995
- N°2 *De l'exclusion sociale à la cohésion sociale*, par Sophie Bessis, 1995
- N°3 *Cybernetics of Global Change: Human Dimension and Managing of Complexity*, par M. Mesarovic, D. McGinnis and D. West, 1996
- N°4 *Multiculturalisme : nouvelles réponses de politiques publiques à la diversité*, par Christine Inglis 1996

Documents de discussion

- N°1 *Les sociétés pluriculturelles et pluriethniques*, par Henri Giordan, 1994
- N°2 *Ville et gestion des transformations sociales*, par Céline Sachs-Jeantet, 1995
- N°3 *Différenciation des régimes de croissance et des gestions de la reproduction sociale*, par Pascal Byé, 1995
- N°4 *La recherche urbaine en Amérique latine. Vers un programme de recherche*, par Licia Valladares et Magda Prates Coelho, 1995
- N°5 *La gestion du multiculturalisme et du multiethnisme en Amérique latine*, par Diego A. Iturralde, 1995
- N°6 *Lo global, lo local, lo híbrido - Aproximaciones a una discusión que comienza*, par Heinz R. Sonntag and Nelly Arenas, 1995
- N°7 *Reflexions on the Challenges Confronting Post-Apartheid South Africa*, par Bernard Makhosezwe Magubane, 1995
- N°8 *La gestion locale et régionale des transformations économiques, technologiques et environnementales*, par S. Jentoft, N. Aaarsaether et A. Hallenslevdt, 1996

- N°9 *Des partenariats dans nos villes pour l'innovation urbaine*, par Francis Godard, 1996
- N°10 *Diversité : bonne et mauvaise gestion. Le cas des conflits ethniques et de l'édification de l'Etat dans le monde arabe*, par Saad Eddin Ibrahim, 1996
- N°11 *Urbanisation et recherche urbaine dans le monde arabe*, par Mostafa Kharoufi, 1996
- N°12 *Some Thematic and Strategic Priorities for Developing Research on Multi-ethnic and Multi-cultural Societies*, par Juan Díez Medrano 1996
- N°13 *The Information Technology Enabled Organization: A Major Social Transformation in the U.S.A.*, par T. Gullede, 1996
- N°14 *Global Transformations and Coping Strategies: A Research Agenda for the MOST Programme*, par Carlos Milani et Ali Dehlavi, 1996
- N°15 *The New Social Morphology of Cities*, par Guido Martinotti, 1996



L'auteur

Céline Sachs-Jeantet est urbaniste et spécialiste du développement humain des villes. Elle a travaillé comme consultante pour le Sommet mondial des villes auprès des différents acteurs et, en particulier, pour la contribution de l'UNESCO à HABITAT II et le programme MOST. Dans ce cadre, elle a été rapporteur général de la Réunion d'experts "Vers la ville de la solidarité et de la citoyenneté" (UNESCO, Paris, 11-12 octobre 1995), coordonnateur du numéro spécial de la Revue Internationale des Sciences Sociales : "Villes de l'avenir : la gestion des transformations sociales", N°147, mars 1996 et auteur de l'article "Humaniser la ville", et animatrice du Dialogue organisé par l'UNESCO au Sommet des Villes à Istanbul sur "Démocratie et citoyenneté dans la ville du XXI^e siècle". Ses principales publications sont : *Sao Paulo. Politiques publiques et habitat populaire* (Editions Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 1990) et *La quête incertaine. Science, technologie, développement*, ouvrage collectif sous la direction de Jean-Jacques Salomon, Francisco Sagasti & Céline Sachs-Jeantet (Economica, Paris, 1994).

Table des matières

Preface	p. 6
----------------	------

Introduction	p. 7
---------------------	------

Le débat d'idées, contribution de l'UNESCO à HABITAT II	p. 14
--	-------

La journée du dialogue : la construction d'une réflexion commune	p. 15
---	-------

Repenser les concepts, renouveler la pensée	p. 17
--	-------

Consolider la démocratie : de l'art de gouverner	p. 21
■ La participation, condition <i>sine qua non</i> de la démocratie	p. 21
■ Une citoyenneté responsable	p. 23
■ Institutionnaliser la démocratie	p. 25
■ Exclure l'exclusion : l'impératif de solidarité	p. 27

Exercer la citoyenneté, vecteur d'humanisme : habiter des espaces publics	p. 31
■ Agir contre la violence	p. 31
■ Apprendre à vivre ensemble	p. 32
■ L'apprentissage de la citoyenneté	p. 36
■ Habiter des espaces publics	p. 37

Dessiner les contours d'un nouveau contrat social : le droit à la ville	p. 40
■ Pour un nouveau paradigme économique	p. 40
■ Articuler le local et le global	p. 42
■ Que faire ? Rassembler, réfléchir, innover	p. 44
■ En guise de conclusion, humaniser la ville	p. 47

Annexes	p. 48
----------------	-------

Préface

La ville est l'un des principaux domaines de recherche et d'action du programme MOST. Lors de la phase de réflexion internationale qui a précédé la création de MOST, en 1994, le choix de ce thème s'est imposé tout naturellement. Ce choix découlait de plusieurs facteurs, tels que l'urbanisation accélérée du monde et le fait que les zones urbaines sont de véritables laboratoires tout à la fois des problèmes sociaux, économiques, écologiques, inter-ethniques, et ceux de violence et de criminalité, mais aussi de modernité, de créativité, et de métissage des cultures.

Parmi ces facteurs, il y en a un qui concerne plus particulièrement l'UNESCO et qui suffirait, à lui seul, à donner à la question de la ville une place prioritaire dans le programme : en effet, c'est dans le cadre urbain que le lien social est actuellement le plus menacé, et c'est également dans la ville que s'inventent de nouvelles formes de démocratie participative, de citoyenneté et de solidarité.

Aussi, l'UNESCO a-t-elle été invitée à organiser, dans le cadre de HABITAT II, à Istanbul, en 1996, un colloque sur le thème de "Démocratie et citoyenneté", dont les propos remarquablement synthétisés par Céline Sachs-Jeantet, dans une forme claire et vivante, sont présentés dans les pages qui suivent. Ce dialogue a bénéficié d'une participation internationale particulièrement brillante, sous la présidence de l'anthropologue brésilienne Ruth Cardoso (voir Annexe I). Il a constitué l'un des moments forts du "Sommet des Villes" d'Istanbul, où le social a tenu toute sa place, à côté du bâti, auquel la question urbaine s'est trop souvent cantonnée. Notons, aussi, que HABITAT II a introduit une innovation importante dans le système des Nations Unies, jusque-là exclusivement dominé par l'intergouvernemental, grâce à la reconnaissance des autorités locales comme acteurs de la société internationale et partenaires directs des organisations internationales.

Ali Kazancigil
Secrétaire exécutif, Programme MOST
Paris, avril 1997

Introduction

par

Vincent Hoffmann-Martinot

La fin du XX^e siècle et l'entrée dans le XXI^e siècle marquent une rupture dans l'évolution des systèmes socio-politiques urbains au moins aussi fondamentale que la période de changement de l'après-seconde guerre mondiale. La richesse des points de vue échangés lors de la journée de dialogue organisée par l'UNESCO à Istanbul reflète la multiplicité des interrogations et des inquiétudes exprimées aussi bien par les citoyens, que par des leaders politiques ou les experts face aux défis engendrés par cette nouvelle ère urbaine. Cependant, la question centrale en forme de revendication commune à la quasi-totalité des participants consiste à se demander comment il sera possible, dans les villes du XXI^e siècle, d'élaborer de nouveaux instruments conceptuels et stratégiques afin d'atteindre et de concilier les objectifs de développement économique, de solidarité sociale, et de participation politique des habitants.

Les villes et les systèmes urbains contemporains ont atteint un degré de différenciation qui obligent les chercheurs en sciences sociales à inventer et à articuler de nouveaux concepts et de nouvelles approches théoriques¹. La mondialisation des échanges économiques a considérablement accéléré la mobilité internationale non seulement des entreprises et des produits, mais également des individus, des images et des représentations. Guido Martinotti a clairement analysé que, comme toute période de mutation radicale, celle-ci se caractérise par la superposition, voire la combinaison de l'ancien, la ville traditionnelle correspondant à une communauté (*Gemeinschaft*) aisément identifiable et délimitable, et du nouveau, la région urbaine beaucoup plus mouvante territorialement et socialement, dont le type-idéal a été qualifié de *World City*, *Global City*, ou *Exopolis*².

Dans l'ensemble, les débats d'Istanbul ont mis en lumière la grande similitude des problèmes qui se posent dans l'ensemble

Expert auprès du Conseil International des Sciences Sociales.

Directeur adjoint du CERVL-CNRS (Pouvoir, Action Publique, Territoire), Institut d'Études Politiques de Bordeaux.

1. Sur la progression des recherches urbaines en sciences sociales dans le monde, on se reportera au riche numéro spécial du Courrier du CNRS, "Cités - Ciudades - Villes", publié en juin 1996 en trois langues à l'occasion du Sommet des villes d'HABITAT II d'Istanbul.

2. Guido Martinotti, 1996. The New Social Morphology of Cities. UNESCO, Management of Social Transformations (MOST), Discussion Paper Series, N°16.

des régions du monde, qu'elles appartiennent aux pays dits développés ou non, aux régimes démocratiques pluralistes ou aux nations engagées dans la voie de la transition démocratique : urbanisation galopante conduisant au développement des mega-cities et à leurs dysfonctions déshumanisatrices bien connues, dualisation socio-économique se traduisant par un écart de plus en plus inquiétant entre les classes moyenne et supérieure d'une part, et les habitants pauvres ou défavorisés d'autre part, marginalisation des villes "perdantes" dans la compétition économique mondiale, malaise croissant des citoyens à l'égard de systèmes démocratiques leur paraissant insuffisamment efficaces et *responsive*.

Sur fond de tensions économiques persistantes, de mutation des valeurs et des comportements socio-politiques, et de distanciation croissante entre citoyens et représentants, les institutions existantes semblent avoir épuisé leur capacité d'adaptation aux enjeux sociétaux. La démocratie territoriale, dont la caractéristique première et la supériorité consistent en principe à assurer la plus grande proximité des citoyens par rapport à leurs gouvernants, est partout soumise à une montée des insatisfactions et à une remise en cause de ses fondements et de ses modalités de mise en œuvre. De manière étonnamment convergente, le désir d'un renouvellement profond de la démocratie urbaine s'exprime sous différentes formes dans la plupart des pays : à travers une pression plus ou moins organisée en faveur d'un dépassement de la démocratie représentative, par des mesures destinées à renforcer la légitimité de la classe politique locale, par une politique d'autonomisation de l'action publique urbaine, par des stratégies préconisant de faire sauter le couvercle de la centralisation dans les pays unitaires, ou par la vague de propositions visant à "réinventer" le gouvernement urbain.

3. À la suite de Daniel Bell.
1976. *The Cultural Contradictions of Capitalism*.
New York : Basic Books.

L'évolution contemporaine des villes reflète *la recherche d'une nouvelle légitimité d'action*. Les sciences sociales, et en particulier la science politique, s'intéressent de plus en plus aux différentes dimensions de l'inadaptation des institutions urbaines à la profonde transformation des cadres et des enjeux de l'action publique depuis les années 1980, un phénomène qui peut également être qualifié de "disjonction"³.

Les problèmes que connaissent les régions urbaines depuis une vingtaine d'années ne cessent de s'accroître et de s'exacerber. En effet, loin de s'apaiser, les conflits socio-politiques qui s'y

manifestent sont soumis à un processus de différenciation et d'intensification croissante. La thèse de Bell de la fin des idéologies⁴ comme celle de Kirchheimer de l'atténuation des conflits socio-politiques⁵ ou celle étroitement associée d'une asthénie de la démocratie résultant d'une conflictualité insuffisante, n'ont pas été confirmées et semblent être plutôt invalidées par la réalité. De nouveaux clivages apparaissent qui viennent se superposer aux plus anciens, conduisant à des situations caractérisées par une structure de conflits de plus en plus diversifiés - avec la montée récente, comme le souligne Hirschmann⁶, des conflits indivisibles ou *either or conflicts*, opposés aux conflits divisibles, ou *more or less conflicts* - donnant lieu à compromis délicats et généralement instables. Cette élévation de la conflictualité peut à la fois agir comme "ciment" et comme "dissolvant" de la société urbaine.

Trois types principaux de conflits peuvent être alors distingués. Les conflits territoriaux sont issus de la domination historiquement déterminée au sein d'une région urbaine de la ville-centre sur les communes périphériques. Dans de nombreux cas, la position initialement quasi-monopolistique de l'ancienne cité par rapport à son environnement n'a cessé de se réduire au cours des dernières décennies qui ont été marquées dans des pays comme les États-Unis par un exode massif des citoyens et des entreprises vers les banlieues. Les conflits territoriaux se sont en général considérablement accrus et différenciés au cours des dernières années. Une concurrence économique et politique souvent féroce oppose désormais des villes de moins en moins "centres" à des communes qui se refusent à n'être que des faubourgs ou des satellites. Jamais la thèse de l'exploitation fiscale n'a été aussi systématiquement et rituellement brandie dans un sens et dans un autre, à la charge ou à la défense des grandes villes. A ces conflits de répartition des ressources économiques et fiscales s'ajoutent des tensions socio-territoriales engendrées par une accentuation des processus de ségrégation sociale, ethnique, d'âge, ou religieuse. Quelles que soient les mesures utilisées (richesse, style de vie), ce mouvement de différenciation constitue l'une des caractéristiques les plus lourdes de l'évolution récente des villes⁷.

Une deuxième catégorie de conflits se nouent autour d'enjeux socio-économiques qui transcendent fréquemment les appartenances territoriales. Ils se sont également complexifiés au cours des dernières années, dans la mesure où ils ne peuvent plus être

4. *The End of Ideology*. 1960. New York : Free Press

5. *Otto Kirchheimer*. 1965. "Der Wandel des westeuropäischen Parteiensystems", *Politische Vierteljahresschrift*, 6. Heft 1 : 20-41.

6. *Albert O. Hirschmann*. 1995. *A Propensity to Self-Subversion*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press : chap. 20.

7. Une synthèse des principales recherches menées dans ce domaine est présentée dans : *Jürgen Friedrichs*, 1995. *Stadtsoziologie*. Opladen : Leske + Budrich, chap. 5.

réduits à une simple et claire opposition entre les intérêts du capital et ceux du travail, même si les promoteurs les plus actifs des formules d'institutionnalisation de gouvernements métropolitains se recrutent de façon privilégiée parmi les responsables des grandes et moyennes entreprises, regroupés ou non au sein de chambres consulaires ou d'organisations corporatives. Le clivage contemporain le plus déterminant ne repose pas tant sur un antagonisme entre classes sociales, mais sur une divergence radicale de conceptions du développement économique entre les groupes favorables à une croissance régionale forte et continue (les leaders du secteur économique notamment) et les partisans des *growth limits*, c'est-à-dire d'une maîtrise contrôlée de l'extension des activités économiques et immobilières (représentés en particulier par les associations de défense de l'environnement et les associations de quartier). De tels nouveaux enjeux - parmi lesquels figure également l'intégration sociale et politique des minorités ethniques - et les conflits qu'ils engendrent dominent de plus en plus l'agenda des politiques urbaines.

La troisième ligne de clivage est d'ordre idéologique et repose sur l'opposition des programmes et stratégies des organisations paysannes concernant les conceptions et projets d'évolution des régions métropolitaines. Sa pertinence varie selon les pays - elle n'est que rarement discernable aux Etats-Unis, ce qui explique qu'elle soit généralement à peine mentionnée par les politologues américains - et les contextes territoriaux. Elle ne se confond pas nécessairement avec les deux autres catégories de conflits, bien que les trois types de clivage interagissent. On a ainsi pu révéler l'opposition totale des intérêts et des stratégies défendus d'une part, par les principaux représentants de l'économie de la région urbaine de Stuttgart et, d'autre part, par une fraction influente de la CDU, le parti conservateur majoritaire dans le Land comme à l'échelon de l'agglomération⁸.

Les participants à la journée de dialogue organisée par l'UNESCO à HABITAT II ont par ailleurs fait émerger, comme enjeu fondamental de la démocratie urbaine contemporaine, le dilemme de l'association des citoyens : les systèmes territoriaux existants et leurs dispositifs institutionnels ne leur reconnaissent qu'une place somme toute limitée, tandis que les mécanismes aptes à favoriser une transmission plus complète de leurs préférences ne garantissent pas nécessairement la participation la plus large possible.

8. Vincent Hoffmann-Martinot, 1994. "La relance du gouvernement métropolitain en Europe : le prototype de Stuttgart", *Revue Française d'Administration Publique*, n°71, juillet-septembre : 499-514; "Il rilancio del governo metropolitano : il caso di Stoccarda", *Il Nuovo Governo Locale*, XIII, n°1, 1995: 15-43.

Au cours des dernières années, la diversification et l'accentuation des conflits urbains ont entraîné un élargissement de la politisation d'enjeux longtemps considérés comme essentiellement techniques ou neutres. Loin de décliner, l'intérêt pour la politique locale des citoyens s'est renforcé. Dans plusieurs pays comme la Norvège ou les Etats-Unis, des enquêtes d'opinion approfondies - comme celles de l'organisme américain NORC (*National Opinion Research Center*) - révèlent des années 1960 aux années 1990 un engagement plus fort des citoyens dans les affaires locales (participation à des associations, contacts avec les élus et des fonctionnaires...) ⁹ De plus en plus souvent, le créateur d'incertitude désormais le plus redouté des responsables des villes n'est plus tant l'état et ses représentants, les banquiers, ou l'opposition politique institutionnelle, mais les différents mouvements, groupes et associations émanant de la population. Parmi les témoignages qui abondent en ce sens, citons un extrait d'une réflexion du maire de la ville allemande de Fribourg - dont le profil est à dominante post-matérialiste - sur la généralisation de la culture dite du *NIMBYsm* (*Not in My Backyard*) : "...Le conseil municipal élu ne ferait jamais rien comme il faut. On voit ici comment le principe représentatif se trouve consciemment (ou inconsciemment) vidé de son contenu, l'objectif consistant à instituer un échange avec ceux du bas". Mais qui sont ces porteparole de la base ? Valent-ils mieux que les conseillers municipaux, les élus de l'ensemble de la ville ?" ¹⁰.

La démocratie urbaine connaît en cette fin de vingtième siècle une profonde transformation, marquée par le passage progressif de systèmes entraînés et guidés par les leaders politiques à des systèmes de plus en plus orientés par les préférences et les actions des citoyens. Cela signifie paradoxalement que jamais la majorité des citoyens n'ont disposé de davantage de moyens ou de canaux potentiels d'influence sur la politique (plus grande compétence, plus grande indépendance et donc plus grand pouvoir de dissuasion, plus grande réceptivité des élus), et qu'en même temps ils n'ont peut-être jamais éprouvé autant de frustration de ne pouvoir de façon suffisamment différenciée exprimer et transmettre leurs préférences. Ce paradoxe de la nouvelle politique s'accompagne de phénomènes aujourd'hui généralisés d'abstentionnisme, de volatilité électorale, de sanction des sortants, et de croissance de l'*issue politics*.

La nouvelle citoyenneté encouragée ou expérimentée territorialement modifie le contenu et la répartition traditionnelle des rôles

9. Voir notamment : Sydney Verba, Kay Lehman Schlozman et Henry E. Brady. 1995. *Voice and Equality. Civic Voluntarism in American Politics.* Cambridge, Mass. : Harvard University Press : 49-96.

10. Rolf Böhme. 1993. *Je mehr wir haben, desto mehr haben wir zu wenig. Bemerkungen aus dem politischen Alltag.* Bonn : Dietz : 106.

exercés, ceux d'électeur, de contribuable et de destinataire de services. Au vote se substituent de plus en plus des formes plus directes de participation et de communication, diversifiant considérablement les modes d'interaction entre électeurs et leaders. Les liens financiers sont également soumis à une profonde transformation : en complément à l'impôt, des formes directes de paiement sous la forme de tarifs et de redevances tendent à se développer. Quant aux destinataires des services, ils sont de plus en plus associés à l'évolution des modalités de leur fourniture et considérés davantage comme clients actifs qu'en tant qu'usagers captifs. Cette transformation en cours favorise par conséquent l'hétérogénéisation et la démultiplication des rôles du citoyen, de plus en plus traité comme un consommateur (idéalement) éclairé de services. Pièce maîtresse des représentations du *New Public Management* en tant que révélateur de préférences, il est censé en priorité arbitrer entre des solutions techniques, des alternatives tarifaires, et des modes de gestion concurrents. Mais s'il gagne sans doute sans compétence et en spécialisation, il perd en vision globale des enjeux et des grandes orientations politiques de sa collectivité. En Europe, la concrétisation la plus poussée de cette conception "entrepreneuriale" du gouvernement local s'incarne en Grande-Bretagne, où la diffusion des *enabling authorities* a dans bien des cas entraîné un double mouvement de fragmentation et d'opacification du système de fourniture de services, dont le contrôle et l'évaluation des résultats par les citoyens ne peuvent que fort imparfaitement être réalisés. Plus généralement, cette évolution managériale tend à une atomisation des sociétés urbaines en gommant "les différences entre les institutions et processus du secteur privé, et ceux du secteur public en tant que véhicules de délibération, de débat et de décision"¹¹.

11. Jeffrey R. Henig, 1993.
Rethinking School Choice :
The Limits of the Market
Metaphor. Princeton :
Princeton University Press.

Démocratie et citoyenneté dans la ville du XXI^e siècle

Dans le cadre de la conférence HABITAT II organisée par les Nations Unies à Istanbul du 3 au 14 juin 1996, l'UNESCO a organisé le 7 juin une table-ronde, véritable dialogue entre des intervenants venus d'horizons très différents, pour débattre des thèmes de la démocratie et de la citoyenneté dans les villes, dans une approche prospective.

Suivre le chemin qui conduit à construire une ville démocratique du XXI^e siècle, territoire de la solidarité et de la citoyenneté en action, c'est s'engager à humaniser la ville.

Durant cette période de transition que traverse aujourd'hui l'humanité où transitions, ruptures, incertitudes forment le paradigme dominant, la ville, territoire où s'inventent et se gèrent les transformations sociales, doit devenir le vecteur d'un nouvel humanisme. Tel est pour les participants au dialogue l'enjeu de la ville du prochain millénaire : ville de paix, de liberté et de justice, de culture, de création citoyenne et de solidarité.

Le défi c'est celui d'humaniser les villes en les rendant, par leur urbanité, promotrices et créatrices de citoyenneté et de métissage des cultures, donc plus citoyennes. La logique privilégiant la production et la fonction doit céder le pas à la logique de l'Homme, où ses modes de perception multiples - sentiment, pensée, intuition, sensation - trouvent un territoire propice et beau à leur épanouissement et leur rayonnement ; donc où le langage spatial et architectural - le visible-sensible - entre en résonance avec la pratique citoyenne de l'urbanité. La processus de modernisation, en abolissant les lieux dans son espace universel, a ravagé le lien social et la qualité des lieux. Au contraire, la citoyenneté active et responsable peut se construi-

re autour de liens sociaux qui se tissent entre les habitants sur un territoire (la citoyenneté peut être alors perçue comme la construction d'un territoire), et contribuer à façonner une ville, lieu de désir de vivre ensemble. Apprendre à vivre ensemble, apprendre à vivre avec les autres et apprendre à être, deviennent alors ses principes fondateurs.

Humaniser la ville n'est pas apparue comme une utopie, mais plutôt comme une réalité déjà en marche ici et là à l'échelle d'un projet, d'un quartier, d'une ville offrant un espace public propice à l'exercice de la citoyenneté et de la solidarité par l'urbanité. Cette ville, au service de l'Homme et non de l'économie, est notre affaire à tous en concevant des politiques d'éveil de ces conditions latentes qui produisent les impulsions créatrices des hommes, des femmes et des enfants qui habitent la ville, des citoyens alors citoyens.

Le débat d'idées, contribution de l'UNESCO à HABITAT II

Plusieurs participants ont relevé l'heureuse initiative de l'UNESCO d'organiser un tel débat, débat de fonds, débat d'idées, débat de prospective, qui se démarquait des débats plus techniques et sectoriels - mais non moins nécessaires - en vigueur sur la question urbaine.

Par l'organisation de ce dialogue, l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies dont l'une des missions spécifiques est de favoriser la coopération intellectuelle, remplissait donc d'abord le mandat qui est le sien.

Surtout, l'UNESCO répondait également à la volonté des Nations Unies d'élargir considérablement le débat sur la question urbaine, par rapport à la première conférence des Nations Unies sur ce thème, qui s'était tenue à Vancouver en 1976, en y incluant les questions devenues essentielles aujourd'hui de solidarité et de lutte contre l'exclusion. Si la question du "toit" avait été centrale à Vancouver, ce n'était plus le cadre physique bâti, mais l'être humain, et surtout l'être social, qui devait être au cœur de la Conférence d'Istanbul, qui a consacré le droit à un logement adéquat comme un droit de l'Homme.

La journée du dialogue : la construction d'une réflexion commune

Les discussions de la journée étaient structurées en trois débats, trois engagements fondamentaux pour humaniser la ville :

- Consolider la démocratie : de l'art de gouverner
- Exercer la citoyenneté, vecteur d'humanisme : habiter des espaces publics
- Dessiner les contours d'un nouveau contrat social : le droit à la ville

Les débats, extrêmement riches, furent l'occasion pour les participants - et pour l'auditoire, invité à entrer dans la discussion, et qui vint nombreux écouter et s'exprimer - d'approfondir leur réflexion sur les thèmes proposés, d'offrir des regards croisés sur cette ville démocratique du troisième millénaire.

Notamment, l'une des manifestations les plus remarquables du dialogue fut la convergence de vues entre les divers intervenants, le formidable consensus entre les divers participants, qu'ils représentent des autorités locales telles que des municipalités, des bailleurs de fonds, des centres de recherche, des organisations non gouvernementales, ou des organisations politiques, pour affirmer la nécessité d'une nouvelle approche des villes et du développement urbain, pour relever les défis du XXI^e siècle, et ceci tant pour les villes du Nord que pour les villes du Sud.

Tout au long du dialogue qui s'est noué, les participants ont affirmé :

- l'engagement radical pour la démocratie ;
- l'impératif de la solidarité, comme une éthique fondamentale de la liberté et des droits de l'homme ;
- la culture, et le multiculturalisme, comme notre diversité créatrice.

Dans le cheminement de la pensée, des thèmes communs ont émergé au fur et à mesure des discussions, chacun apportant progressivement sa contribution à une réflexion qui, partie de communications individuelles, devenait une véritable réflexion commune. Voilà pourquoi la synthèse des débats est présentée en fonction des différents thèmes abordés tout au long de cette journée, piliers d'une ville démocratique et citoyenne :

Repenser les concepts, renouveler la pensée

- Consolider la démocratie :

La participation, condition *sine qua non* de la démocratie

Une citoyenneté responsable

Institutionnaliser la démocratie

Exclure l'exclusion : l'impératif de solidarité

- Exercer la citoyenneté, vecteur d'humanisme :

Agir contre la violence

Apprendre à vivre ensemble

L'apprentissage de la citoyenneté

Habiter les espaces publics

- Dessiner les contours d'un nouveau contrat social

Pour un nouveau paradigme économique

Articuler le local et le global

Que faire ? Rassembler, réfléchir, innover

Pour mieux restituer cette sensation de cheminement et le déroulement des débats, qui porte en lui sa propre dynamique d'évolution, nous restituons ici, pour chaque thème, les contributions des uns et des autres dans l'ordre chronologique où elles furent données: manière de montrer, dans une journée de débats "libres" (c'est-à-dire sans lecture de "communications" préparées à l'avance), comment un thème a été introduit, quelles sont les réponses des uns aux questionnements des autres, quels sont les échos que les uns font aux idées des autres. Autrement dit, manière de montrer comment le "dialogue" collectif s'est construit, à partir des contributions de chacun, sur démocratie et citoyenneté dans la ville du XXI^e siècle, bref ses différentes facettes ou, si l'on préfère, l'esquisse de recommandations.

Repenser les concepts, renouveler la pensée

L'une des manifestations les plus évidentes de la journée de débats aura été le consensus autour du diagnostic de la nécessité de repenser les concepts qui guidaient jusqu'à présent la réflexion sur la ville et le développement urbain, et cela dès l'ouverture du dialogue. Cette journée de débats aura donc d'abord permis d'avancer dans ce travail de redéfinition des concepts, perçu par tous comme un préalable à toute réflexion. La tâche des chercheurs actuellement est comparable à celle des encyclopédistes du XVIII^e siècle, qui durent forger de nouveaux mots pour rendre compte de nouvelles réalités. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère, un troisième âge des villes, selon l'expression de Christian de Portzamparc, qui succède à l'âge pré-industriel et à l'âge industriel.

“Nous sommes confrontés à de nouveaux problèmes, et à des problèmes anciens, mais qui ont changé de nature. Les concepts de démocratie et de citoyenneté sont des concepts anciens, mais nous devons les repenser dans ce nouveau contexte des grandes métropoles (...). Nous devons rénover les concepts (...). La terminologie est très importante (...) C'est la ville elle-même qui est devenue une nouvelle réalité”.

*Ruth Cardoso
Présidente du Conseil
“Comunidade Solidaria”, Brésil*

“Nous vivons une période de l'histoire où tout bouge et change. Nous pouvons dire que nous vivons une époque de transition de la société. Les valeurs changent. Même l'argent n'a plus la même valeur. Les structures changent, et nous observons que le monde est en train d'avancer, mais nous ne savons pas où il va. C'est normal que les individus et même les institutions deviennent égoïstes et repliés sur eux-mêmes et ne pensent plus qu'à préserver leurs propres intérêts (...). Mais les changements sont inévitables, et nous vivons une époque où il nous faut redéfinir les valeurs, les mots, nous devons tous - à l'instar des encyclopédistes du XVIII^e siècle - ébaucher un contrat social par lequel

nous nous partageons les tâches, nous devons savoir qui fait quoi, nous devons redéfinir nos tâches, et ce n'est pas une période très confortable à travers laquelle nous passons”.

Jorge Wilhelm
Secrétaire général Adjoint
de HABITAT II

“Nous devons repenser la ville (...) Nous devons reconquérir la solidarité (...) Nous avons besoin d'un nouveau partage (...), et d'un nouveau contrat social”.

Céline Sachs-Jeantet
Urbaniste, Consultante pour la contribution
de l'UNESCO à HABITAT II

“Les gens ont peur. Ils ont peur de la ville, de l'avenir, ils sont préoccupés par l'avenir de leurs enfants”.

Michael Cohen
Conseiller principal, Bureau du Vice-Président,
Environnement et Développement Durables, Banque Mondiale

“Le monde d'aujourd'hui est devenu un monde difficile à comprendre, mais nous ne pouvons le comprendre et l'appréhender sans créer et développer de nouvelles idées et de nouveaux concepts (...) Nous sommes en train de tâtonner pour trouver de nouvelles explications, nous devons trouver notre chemin parmi ces relations nouvelles qui se mettent en place (...) et nous devons reconstruire une nouvelle vision de la ville”.

Richard Stren
Directeur, Center for Urban and Community Studies,
University of Toronto

“Nous devons travailler à un nouveau concept de démocratie, à un nouveau concept de citoyenneté, qui inclue la solidarité et le respect de la diversité”.

Ruth Cardoso
Présidente du Conseil
“Comunidade Solidaria”, Brésil

“L'art de gouverner dans les prochains siècles ne sera pas comparable à l'art de gouverner à l'époque de la Renaissance”.

Eric Raoult
Ministre Délégué à la Ville et à l'Intégration, France

“(Il faut) une rénovation de nos gouvernements au niveau central, régional, et local, afin d'améliorer les institutions publiques, et les rendre plus ouvertes à la participation des citoyens”.

Sergio Galilea
Vice-Ministre du Logement et de l'Urbanisme, Chili

La ville du troisième âge : une ville de transformations

“Les villes où il faisait bon vivre étaient des villes traditionnelles, et nous ne pouvons plus avoir ce type de villes (...). Si nous parlons de la mort des villes, nous devons nous demander pourquoi nous avons tué les villes (...). La ville est histoire, elle contient le temps. C’est une histoire que nous transformons en quelque chose que nous léguons aux générations futures, ce n’est pas un musée. Nous vivons dans la ville, nous voyons les traces du Moyen-Age. La dimension temporelle nous oblige à comprendre où nous sommes, à quel point du temps nous sommes (...). Nous allons vers un troisième âge (...). La ville du deuxième âge (l’âge industriel) n’est plus un modèle pour nous, mais elle est encore présente dans de nombreux pays. Après la ville d’agglomération, et la ville de substitution, nous sommes en train de parler d’un nouveau type de ville, la ville de transformations (...). Nous devons redéfinir la notion d’urbanisme (...). Nous devons placer la ville dans un processus de transformations. L’entrée dans la ville du XXI^e siècle, ou cet “âge III” de la ville, nous oblige à inventer ensemble les formes nouvelles de la ville, des groupements, des assemblages, des réseaux et des lieux, respectueux de la qualité des espaces publics”.

Christian de Portzamparc
Architecte, Paris

“Nous avons une structure politique que nous avons héritée du XIX^e siècle et nous essayons de l’appliquer à la réalité du XX^e siècle. Les ONG, qui sont les principales organisations (de la société civile), n’ont aucun cadre juridique. En France, la loi qui régit les associations remonte à 1901 (...) Ça n’est pas très encourageant (...)

Nous n’avons plus de villes (...). Ces villes que l’on voit aujourd’hui, avec ces énormes masses de population, on ne sait pas où elles commencent et où elles finissent, je ne sais pas si ce sont des villes, personne n’a pu nous donner un modèle intelligible pour cette réalité”.

José Vidal-Beneyto
Conseiller spécial du Directeur général de l’UNESCO

“Nous avons la responsabilité de guérir nos villes (...) parce que les villes peuvent être des lieux qui divisent énormément”.

*Michael Sutcliffe
Congrès National Africain,
Kwazulu Natal Province*

Les mots d'Istanbul

Gouvernance s'est substituée à gouvernement.

Exclusion remplace la pauvreté.

Participation et partenariat se sont substitués à lutte.

Société civile est le mot à la mode qui a fait disparaître le débat sur l'Etat.

Le capital social est un nouvel emballage pour la vieille idée de réseau social.

La communauté est le nouveau mot qui remplace le vieux concept de voisinage.

La solidarité est venue remplacer la liberté.

Les ONGs - organisations non gouvernementales - et les OCBS - organisations de communautés de base - sont venues en substitut aux associations volontaires et aux associations de résidents.

Le multiculturalisme a remplacé la culture.

Le local et le global viennent à la place du national.

La femme et le genre remplacent les hommes et la sexualité.

*Licia Valladares
Instituto Universitario de Pesquisas do
Rio de Janeiro & Coordinatrice Urbadata*

Consolider la démocratie : de l'art de gouverner

■ La participation, condition *sine qua non* de la démocratie

La participation populaire a été considérée comme l'un des fondements de la démocratie, sa condition nécessaire mais non pas suffisante : car si toute démocratie implique nécessairement une forme de participation des citoyens, n'importe quelle forme de participation ne signifie pas nécessairement l'exercice d'une réelle démocratie, qui ne peut se définir que comme la participation de tous. Et la participation de tous exige le respect de certains droits pour tous, à commencer par le droit fondamental de s'organiser et de formuler ses opinions. Au total, il s'agit de promouvoir une véritable culture de la mobilisation de tous.

"La citoyenneté ne devrait pas consister en une participation de quelques-uns pendant que d'autres sont exclus".

*Ruth Cardoso
Présidente du Conseil "Comunidade Solidaria", Brésil*

"Nous avons besoin d'une culture de mobilisation des gens, non pas de gestion. Nous devons avoir une culture de l'opportunité et non de la contrainte, une culture du possible".

*Michael Cohen
Conseiller principal, Bureau du Vice-Président,
Environnement et Développement Durables,
Banque Mondiale*

"Nous assistons à des mouvements contradictoires, avec d'un côté l'accroissement de la participation publique populaire, et de l'autre des fractures dans la vie sociale (...). En même temps, nous assistons depuis le début des années 80 à de nouvelles formes de participation, à de nouvelles manières qu'ont les gens de se représenter leurs intérêts".

*Ruth Cardoso
Présidente du Conseil "Comunidade Solidaria", Brésil*

“Nous devons placer le citoyen au cœur de la vie urbaine. Nous devons offrir à tous les citoyens, hommes et femmes, le droit et la possibilité de choisir, nous devons leur ouvrir des espaces pour l'exercice de la créativité, offrir des occasions de loisir et de plaisir : les villes ne sont pas de seuls organes économiques”.

Federico Mayor

Directeur général de l'UNESCO

“Pour que les habitants de n'importe quelle ville puissent acquérir le statut de citoyen, ils doivent partager le même Etat (...) et s'ils ne sont pas autorisés à participer pleinement à tout ce qui les entoure, ils ne coopéreront pas, et ils ne participeront pas à tout ce qui pourrait générer du développement, parce qu'ils n'auront pas été consultés. Il faut toujours consulter le peuple afin d'obtenir leur accord et de développer une réelle démocratie”.

Isaac Mogase

Maire de Johannesburg

“La participation démocratique ne doit pas être uniquement politique. Elle ne peut être réduite à la représentativité par les élections. Elle doit inclure tous les aspects, non seulement politiques et civiques mais également économiques, sociaux, et culturels, et pour l'ensemble de la population. On connaît trop bien la vision affligeante de villes africaines qui sont négligées par des représentants locaux qui restent insensibles aux problèmes quotidiens de la population. Voilà pourquoi la démocratie, et la participation démocratique, signifie rendre les populations responsables. Ce qui signifie qu'elles devront participer à déterminer les grands choix et les moyens de réaliser les objectifs choisis. Ces populations devraient vraiment avoir le pouvoir de sanctionner leurs dirigeants si elles ne sont pas satisfaites, si leurs besoins ne sont pas satisfaits”.

Ibrahima Fall

*Sous-Directeur général, Centre des Nations
Unies pour les Droits de l'Homme*

“Dans les villes aujourd'hui les systèmes de participation au niveau local sont très importants : ce sont les écoles de la démocratie. Mais les citoyens ne doivent pas seulement être associés à des choix très locaux, mais aussi à des choix d'orientation plus larges, nationaux ou autres”.

Un participant du public

“Nous ne pouvons pas construire la ville du XXI^e siècle contre ses habitants, ou sans eux. Il devrait y avoir une place pour chacun dans la ville républicaine. Il ne peut y avoir de démocratie sans la citoyenneté de tous”.

Eric Raoult
Ministre Délégué à la Ville et à l'Intégration, France

“La participation, c'est l'appropriation de la ville par ses habitants”.

Un participant du public

“Il est particulièrement important pour nous Latino-américains, et Chiliens en particulier, d'avancer dans la question des droits du citoyen, parce que dans nos pays les formes d'actions des citoyens sont encore extrêmement insuffisantes (...) Il est fondamental que les citoyens aient le droit de s'organiser, de formuler des revendications, et de jouir de la liberté d'opinion. Les règlements et les lois qui fournissent le cadre général pour l'exercice de ces droits des citoyens doivent être respectés, et établir les responsabilités des institutions étatiques dans ce domaine”.

Sergio Galilea
Vice-Ministre du Logement et de l'Urbanisme, Chili

“Tout habitant est citoyen à part entière et a vocation à ce titre à participer à l'élaboration de la décision. Il faut reconnaître la dignité des habitants”.

Zoubida Meguenni
Représentante du Forum des habitants

■ Une citoyenneté responsable

La construction d'une nouvelle citoyenneté passe par la responsabilisation de tous les acteurs, à commencer par les citoyens eux-mêmes. Construire de nouvelles relations entre gouvernants et gouvernés, replacer l'être humain au cœur du politique, mais aussi, plus prosaïquement, et avant toute chose, assurer les bases matérielles essentielles au quotidien en ville, notamment le logement et les services : tels sont quelques-uns des préambules à l'élaboration de la nouvelle citoyenneté.

“Repenser la citoyenneté signifie replacer l'être humain au centre de la réflexion, le remettre au centre de toute notre réflexion. Ceci signifie humaniser la ville (...) La citoyenneté

suppose l'établissement des liens sociaux qui se tissent jour après jour et se renforcent sur un territoire donné, et contribuent à forger la ville où les gens vivent ensemble”.

Federico Mayor
Directeur général de l'UNESCO

“La responsabilité sociale signifie l'engagement de la part de tous de s'entr'aider”.

Michael Cohen
Conseiller principal, Bureau du Vice-Président,
Environnement et Développement Durables, Banque Mondiale

“Gouverner, c'est construire une relation entre le gouvernement et la société civile. Dans les villes, gouverner n'est pas seulement l'affaire des autorités ou des institutions locales, mais bien plutôt l'affaire de tous. Gouverner consiste à créer une alliance des différents participants sociaux, ou acteurs (...).

Quand on parle de citoyenneté ou de démocratie, on ne peut pas en parler seulement en termes politiques, il faut parler aussi de questions matérielles. Par exemple, garantir la citoyenneté commence par garantir l'accès aux services publics. Il faut donc renforcer l'identité, renforcer le sentiment de propriété des gens par rapport à leur logement, leur sentiment d'appartenir à un lieu donné, et il faut en même temps renforcer la diversité”.

Alfredo Rodriguez
Directeur, Centro de Estudios Sociales
y Educacion (SUR), Santiago

“Le civisme a des bases matérielles. Il n'y pas de citoyenneté s'il y a du chômage, s'il n'y a ni logement ni services. Il n'y a pas de citoyenneté sans droits politiques, et même dans les villes européennes qui sont formellement démocratiques, il y a des pourcentages significatifs de la population qui ne jouissent pas des droits politiques les plus élémentaires, comme le droit de vote. A l'heure de la globalisation et de la libéralisation, à l'heure des grands mouvements de capital et d'information, les mouvements des gens ne sont pas libéralisés : quand les gens se déplacent, ils sont dépossédés de leurs droits”.

Jordi Borja
Consultores Europeos Asociados, Barcelone

“Quand on parle de citoyenneté, il faut parler de dignité. Nous parlons de logement en termes de toit, mais ce n’est pas seulement un toit, le logement vient même avant la carte d’identité: le logement c’est notre vie, vous pouvez dire c’est ma vie, mes enfants vivent là (...). La dignité du logement a été perdue dans les villes”.

*Christian de Portzamparc
Architecte, Paris*

“On a souvent essayé de mettre l’être humain au centre, le Christ avait essayé, mais on n’arrête pas d’expulser tout le temps l’être humain du centre”.

*Davinder Lamba
Directeur exécutif, Mazingira Institute, Nairobi*

■ Institutionnaliser la démocratie

Démocratie et citoyenneté forment les deux termes d’un couple indissociable. La démocratie ne saurait se réduire au seul octroi du droit de vote, et une réelle représentativité des élus du peuple doit être recherchée. Surtout, la démocratie n’est pas donnée, c’est un effort quotidien de chacun, à construire jour après jour.

“La démocratie ne se fera pas à coups de décrets, elle se construit jour après jour. La liberté, la justice, l’égalité, la solidarité ne nous sont pas données. Nous devons travailler à ces valeurs chaque jour, et chacun de nous, tous les citoyens. C’est dans le cœur des villes que la démocratie s’exercera en tant que moyen de résoudre les problèmes et les contradictions”.

*Federico Mayor
Directeur général de l’UNESCO*

“Au lieu de compter les voix après les élections, il faut travailler avec les populations à l’issue des élections. Dans les pays du Sud trop souvent ce n’est qu’épisodiquement, à l’époque des élections locales, que les populations sont associées à la gestion de leur municipalité”.

*Ibrahima Fall
Sous-Directeur général, Centre des Nations Unies
pour les Droits de l’Homme*

“La démocratie et la citoyenneté vont de pair. Un véritable état de citoyenneté ne pourra être atteint que lorsqu’une participation communautaire et démocratique sera réalisée... Aujourd’hui à Johannesburg, la majorité des gens sont représentés par des conseillers de leur choix, choisis au niveau local. Sur les 50 conseillers de la région métropolitaine de Johannesburg, 30 sont issus de la société civile, et d’associations civiques. C’est ce qui rend le système plus démocratique. Voilà comment nous bougeons et voilà où nous voulions aller. Choisir des conseillers élus par le peuple dont ils sont issus, qui connaissent les problèmes des gens, est le plus important des changements qui sont advenus, parce que ceci affecte directement leur vie quotidienne, de manière plus radicale qu’à aucun autre niveau. Car c’est au niveau local que les décisions qui affectent les besoins de base de la vie en ville sont prises, telles que l’organisation de l’assainissement, la fourniture d’eau, de soins de santé primaire, d’espaces publics, etc.”

*Isaac Mogase
Maire de Johannesburg*

“Il n’y a pas un lien direct entre la politique et les solutions matérielles”.

*Alfredo Rodriguez
Directeur, Centro de Estudios Sociales
y Educacion (SUR), Santiago*

“Il ne faut pas oublier que jadis, il n’y a pas si longtemps, au siècle dernier, en Europe même, la démocratie était considérée comme un mot indécent. Lorsque l’Europe régnait sur l’Afrique et chérissait la démocratie chez elle, tout discours sur la démocratie par les peuples de ses colonies était considéré non pas seulement comme indécent mais également comme subversif. Le mot était tabou (...).

Dans beaucoup de nos pays les frontières entre l’exécutif, le législatif et le judiciaire ne sont pas reconnaissables. Le principe de séparation des pouvoirs a été bafoué à un point extrême. Le résultat c’est qu’aujourd’hui la légitimité de bien des gouvernements est en danger. Sur le continent (africain), dans un pays après l’autre, les voix du peuple s’élèvent pour réclamer un nouveau contrat social (...) La démocratie est un droit, ainsi que la citoyenneté”.

*Davinder Lamba
Directeur exécutif, Mazingira Institute, Nairobi*

“Je viens d’un pays où le régime précédent contraignait et tuait beaucoup de gens mais clamait quand même que chacun avait le droit de vote”.

*Michael Sutcliffe
Congrès National Africain,
Kwazulu Natal Province*

■ Exclure l’exclusion : l’impératif de solidarité

L’élimination de la pauvreté, et de toutes formes d’exclusion, furent considérées par les participants comme un devoir essentiel, une obligation primordiale. Exclure l’exclusion, pour reprendre l’expression de Ruth Cardoso, ne peut se faire qu’au prix d’une reconquête de la solidarité. Défi majeur, peut-être, car la démocratie s’est souvent construite au prix de l’exclusion de certains groupes, à travers l’Histoire comme durant l’époque actuelle ; l’exclusion des femmes des choix de planification des villes en est un exemple parmi d’autres.

“La solidarité n’est pas un concept abstrait. Elle signifie le partage. La solidarité est la valeur-clé de la démocratie”.

*Federico Mayor
Directeur général de l’UNESCO*

“Le problème principal que nous avons identifié en tant qu’organiseurs de cette conférence (Habitat II), pour l’avenir des villes, est celui de la reconquête de la solidarité. Nous avons des problèmes de transport, de pollution, de chômage, mais ce que nous voyons, c’est que nous souffrons de la montée de la violence et de la perte des liens de solidarité au sein de la société. Nous perdons la solidarité et la paix à une vitesse très rapide. Nous n’avons plus de paix”.

*Jorge Wilhelm
Secrétaire général adjoint de HABITAT II*

“Il est nécessaire de parler de solidarité dans un monde où l’égoïsme et l’individualisme semblent triompher. Le monde de demain ne se fera que s’il y a une solidarité solide (...) sinon il sera abandonné au chaos”.

*Ibrahima Fall
Sous-Directeur général, Centre des Nations Unies
pour les Droits de l’Homme*

“Dans les mosquées les immigrants, les pauvres, les riches, tout le monde est égal. Le Parti Islamique est en train de gagner non pas parce que la Turquie est un pays religieux - tout le monde aime boire, fumer, danser - mais les gens sont en train de réagir contre l'injustice, ils veulent de l'égalité, et aujourd'hui seule la mosquée, seul le Parti Islamique, leur fournissent la réponse”.

Zulfu Livaneli

Compositeur, metteur en scène, écrivain, Istanbul

“Nous regardons les grandes villes avec peur, mais les grandes villes sont comme des mères pour toutes les personnes sans soutien, les pauvres, les misérables, les réfugiés politiques : les gens ont toujours cherché abri et secours dans les grandes villes. Et c'est là la grande promesse qui n'a jamais été remplie par les grandes villes (...). Le principal problème est comment combattre la pauvreté, c'est-à-dire comment éliminer l'inégalité et l'intolérance”.

Alfredo Rodriguez

*Directeur, Centro de Estudios Sociales
y Educacion (SUR), Santiago*

“Il faut exclure l'exclusion”.

Ruth Cardoso

Présidente du Conseil “Comunidade Solidaria”, Brésil

“L'élimination de la pauvreté est l'obligation primordiale si l'on cherche à promouvoir la démocratie comme système politique institutionnel. Le maintien de près de la moitié de la population dans des conditions précaires d'habitat et d'infrastructures, comme c'est le cas dans les villes d'Amérique Latine et des Caraïbes, est précisément la cause de l'instabilité politique, de l'insécurité, et des problèmes liés à la ségrégation et à l'expansion de nos villes. Nous devons travailler à résoudre le problème de la pauvreté à travers des actions réalistes, précises, et en incorporant les responsabilités du secteur public, des acteurs privés, et des associations de citoyens”.

Sergio Galilea

Vice-Ministre du Logement et de l'Urbanisme, Chili

“La solidarité semble être devenue le nouveau mot magique. Mais je n'ai pas entendu parler de liberté. La solidarité serait-elle en train de remplacer la liberté ? La solidarité peut aussi être utilisée à des fins douteuses, nous avons l'exemple Nazi, le système était basé sur une forme de solidarité, et il y a d'autres

exemples (...). La solidarité et la liberté sont en réalité des termes qui s'opposent. Chaque pas que vous ferez vers l'un vous éloignera de l'autre (...). La liberté totale signifie l'autisme, et trop de liberté signifie la violence urbaine. La solidarité sans la liberté, c'est les ghettos (...). Il faut trouver un moyen terme entre la solidarité et la liberté, et ce moyen terme permettrait de définir la citoyenneté (...) Mais arriverons-nous à avoir ce type de citoyenneté dans des villes qui atteignent plus de dix millions d'habitants?"

*Stéphane Yerasimos
Directeur, Institut Français
d'Etudes Anatoliennes, Istanbul*

"Il y avait des conflits qui créaient de la cohésion, et les conflits sociaux ont été remplacés par la marginalité, par l'exclusion, et nous avons ajouté à cela une traduction spatiale de cette exclusion sociale".

*José Vidal-Beneyto
Conseiller spécial du Directeur général de l'UNESCO*

"Je parle au nom du soit-disant tiers-monde, et au sein du monde en développement, au nom de ces 30% qui sont les pauvres (...) ceux qui sont en ville et ceux qui n'y sont pas encore. Ce n'est donc pas le point de vue d'une minorité, mais celui d'une majorité".

*Kirtee Shah
Président, Habitat International Coalition,
Ahmedabad*

"A quoi ressembleraient les villes si elles étaient conçues par des femmes ? Où seraient les écoles (...) ? Laisseraient-elles des gens dormir dans les rues (...) ? Oublieraient-elles les aires de jeux pour enfants ? Il faut désormais considérer la femme non comme une invitée sur cette planète, mais comme un être humain ayant des droits et des responsabilités. La démocratie est pour tous, elle n'est pas pour quelques-uns, à l'exclusion des femmes"

*Gertrude Mongella
Secrétaire générale de la Conférence mondiale
sur les femmes à Pékin*

Construire la démocratie sans exclure : un nouveau défi ?

“Nous avons tendance à oublier que la première tentative d'établir une démocratie s'est faite par l'exclusion : la citoyenneté s'est développée dans la Grèce ancienne aux dépens de ceux qui n'étaient pas citoyens, et seulement alors, l'on pouvait commencer à parler d'égalité, de démocratie, et de participation. Un autre modèle est celui de l'Etat-nation, et c'est aussi un modèle exclusif, à un autre niveau, à un niveau plus large. L'Etat-nation a créé beaucoup de libertés, mais ce fut au coût de l'exclusion de certains. L'histoire nous enseigne donc que la démocratie, la participation, et l'intégration, se sont toujours développées au prix d'une forme d'exclusion (...). Maintenant nous voulons envisager la démocratie d'une manière telle que personne ne soit exclu. C'est un nouveau défi (...) et je crois que ce sera difficile. Ce ne sera pas un processus naturel et en douceur. Ce sera le résultat de conflits que l'on observe actuellement, et dont certains sont sanglants, d'autres rhétoriques, mais qui sont néanmoins des conflits d'intérêts”.

Guido Martinotti
Professeur, Fondation européenne
de la science, Strasbourg

Exercer la citoyenneté, vecteur d'humanisme : habiter des espaces publics

■ Agir contre la violence

La lutte contre la violence est une priorité, à l'heure où la violence gagne toutes les villes, au Nord comme au Sud. Mais il faut se garder de corrélations simplistes, la violence n'est sans doute pas uniquement le fruit de la pauvreté croissante dans les villes. La violence est peut-être un phénomène typique de ces périodes d'incertitudes que sont les époques de transition, mais la violence civile est un des principaux obstacles de la vie citoyenne car elle arbitre les rapports dans l'espace public quotidien.

“Nous voyons partout l'insécurité urbaine et la violence, et nous ne pouvons plus expliquer ces phénomènes. Mais l'insécurité et la violence, la ségrégation et l'exclusion, ne sont pas nécessairement la conséquence d'une paupérisation croissante des villes. Il est trop facile et tentant de faire une corrélation entre pauvreté et violence urbaine ; il ne faut pas se limiter à un seul point de vue. Il y a des problèmes économiques qui génèrent du chômage, mais le problème est infiniment plus complexe”.

*Ruth Cardoso
Présidente du Conseil
“Comunidade Solidaria”, Brésil*

“Il n'y a pas de logement sans paix. Il existe un droit à la paix. C'est un droit essentiel que nous devons exiger. Le droit à la paix est une pré-condition : sans paix, rien ne peut se réaliser, aucun droit ne peut être exercé. La paix est la première condition à l'exercice de la loi (...) Il n'y aura pas démocratie sans paix. Voilà pourquoi notre mission est en fait de construire la paix”.

*Federico Mayor
Directeur général de l'UNESCO*

“Nous sommes confrontés à la violence. Malheureusement, ces violences sont typiques de périodes de transition”.

Jorge Wilhelm

Secrétaire général Adjoint de HABITAT II

“Notre police n’était pas entraînée à s’attaquer efficacement à la criminalité, mais elle était entraînée à maintenir efficacement l’apartheid. Voilà pourquoi nous avons dû changer les mentalités dans la police et l’intégrer dans les communautés. Nous avons créé des “forums policiers communautaires”, par lesquels nous intégrons la police dans les communautés, pour que les communautés cessent de s’opposer à la police pour ce qu’elle est, mais travaillent avec la police pour mieux lutter contre la criminalité”.

Isaac Mogase

Maire de Johannesburg

“La violence mine l’espace public. La violence mine l’espace commun. Elle mine le mouvement à travers l’espace et elle divise l’espace (...) Elle mine la confiance et la réciprocité, et nous sous-évaluons toujours la place que tiennent la confiance et la réciprocité dans nos sociétés, c’est notre manière de se relier aux autres, ce que nous appelons notre capital social”.

Caroline Moser

*Senior Urban Social Policy Specialist,
Banque Mondiale*

■ Apprendre à vivre ensemble

La question du multiculturalisme, et de la nécessaire coexistence, au sein des villes d’aujourd’hui, de cultures et d’identités différentes, a occupé une place centrale dans les débats. Pour construire et habiter la société civile, il faut apprendre à vivre ensemble. Et même si la diversité culturelle est parfois un héritage de l’histoire, elle reste un effort de tous pour continuer à faire vivre des traditions séculaires de coexistence et d’harmonie, comme l’illustre Istanbul, “ville-mosaïque” dans l’Histoire. La question du multiculturalisme se pose déjà pour communiquer entre spécialistes de langues différentes, car les mots n’ont pas la même signification d’une culture à une autre. Tous les participants ont souligné qu’il s’agit d’un long processus d’apprentissage de la diversité en tant que valeur éthique et du respect de celle-ci comme pratique politique fondamentale pour la démocratie.

“La ville du XXI^e siècle sera une ville de la solidarité et une ville de citoyens seulement si elle accepte la multiplicité des cultures et si elle devient un vecteur de tolérance et de pluralisme culturel. La diversité culturelle est infiniment plus importante que la bio-diversité. La culture c’est notre diversité créatrice¹. Voilà pourquoi nous devons passer du monoculturalisme au multiculturalisme (...) L’unité dans la diversité signifie que nous devons inventer des politiques très subtiles qui aideront les citoyens dans leur vie quotidienne et qui les aideront à réaliser le brassage des différentes cultures et identités en ville (...). Apprendre à vivre ensemble est l’un des quatre piliers de l’éducation que la Commission indépendante sur l’éducation présidée par Jacques Delors a inclus dans sa liste des principes que l’on doit enseigner à chaque individu”² (...).

Federico Mayor
Directeur général de l’UNESCO

“Le mot solidarité n’a pas de bonne traduction en anglais; la citoyenneté signifie quelque chose de différent en anglais et en français, et dans d’autres langues : voilà de nouveaux défis pour notre langage, pour notre manière de comprendre les villes d’aujourd’hui qui impliquent de plus en plus différentes cultures et manières de faire les choses, d’interagir. Ce sont là des défis intellectuels majeurs, et les chercheurs peuvent apporter leur contribution à cette quête”.

Richard Stren
Directeur, Center for Urban and
Community Studies, University of Toronto

1. Notre diversité créatrice.
Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement, présidée par Javier Pérez de Cuéllar. Paris, UNESCO, 1995.

2. L’éducation : Un trésor est caché dedans. *Rapport à l’UNESCO de la Commission internationale sur l’éducation pour le vingt et unième siècle, présidée par Jacques Delors.* Paris, UNESCO / Editions Odile Jacob, 1996.

MOST et les villes

Le programme "Gestion des transformations sociales" - MOST - est un programme international de recherche en sciences sociales qui soutient une recherche interdisciplinaire, comparative entre différents pays, et pertinente pour l'élaboration des politiques. Dans le domaine des villes, lieux de transformations sociales accélérées, MOST développe plusieurs projets :

- La viabilité sociale des villes
- Les mots de la ville
- Villes, environnement et relations sociales entre femmes et hommes
- Décentralisation industrielle et développement urbain en Inde

et un programme de recherche-action (1996-2001) :

- Les villes : gestion des transformations sociales et de l'environnement.

"Si nous n'apprenons pas à respecter nos différences, les différentes manières d'être de chaque peuple en chaque lieu, nous ne serons jamais capables de créer une démocratie effective".

*Un participant du public,
maire d'une municipalité au Pérou*

"Le respect, la tolérance, et la diversité sont des concepts auxquels nous devrions tous nous engager. Les jeunes, les vieux, les hommes et les femmes devraient être pris en compte et devenir acteurs du scénario politique (...) Nous devons trouver le moyen d'atteindre l'harmonie dans cette différenciation des cultures, et de faire de cette diversité une diversité fonctionnelle".

*Ruth Cardoso
Présidente du Conseil
"Comunidade Solidaria", Brésil*

Le cas d'Istanbul : le multiculturalisme, héritage à préserver et fructifier

“Le défi le plus important concernant la civilisation urbaine, la démocratie, et la participation, pour le XXI^e siècle, est le multiculturalisme. Nous devons trouver une solution pour vivre ensemble dans les grandes villes, en venant de sources différentes. A Istanbul lorsque les Turcs arrivèrent au XV^e siècle, ils trouvèrent une mosaïque de société multiculturelle, et ils ont toujours promu cette idée, qui était la seule manière de rassembler ces centaines de milliers de gens au sein du même empire (...). Pendant des siècles les gens se sont habitués à vivre dans cette harmonie, mais aujourd’hui au XX^e siècle nous devons de nouveau trouver une solution à ce problème, parce la solution qui était valable au XIII^e siècle n’est plus valable : après la période de l’Etat-nation au XIX^e siècle, 22 nations différentes sont apparues sur les décombres de l’ancien Empire Ottoman. Avec la naissance de l’Etat-nation moderne turc, avec Atatürk, l’Etat a érigé la supériorité turque sur les autres peuples, supériorité de langue et de race. Mais aujourd’hui en Turquie nous avons des peuples qui parlent plus de 20 langues différentes, et nous avons beaucoup de problèmes, beaucoup de conflits, nous avons une guerre dans le Sud-Est du pays pour laquelle nous dépensons chaque année 10 milliards de dollars. Mais si nous avons une compréhension mutuelle fortement enracinée, si nous avons de l’amour et du respect les uns pour les autres, si nous avons vraiment une société multiculturelle, l’administration, quelles que soient les erreurs qu’elle puisse faire, ne pourra contraindre la société”.

Zulfi Livaneli
Compositeur, metteur en scène,
écrivain, Istanbul

■ L'apprentissage de la citoyenneté

Si la citoyenneté est un exercice quotidien, elle est aussi apprentissage : la citoyenneté doit s'apprendre, comme, pour les gouvernants, l'art de gouverner. L'éducation a des effets indirects positifs sur le développement urbain, permettant notamment de réduire la délinquance juvénile ou les taux de fécondité. Toutefois, l'éducation peut aussi, en augmentant les aspirations, contribuer à aviver les frustrations, et donc alimenter la violence. Quoi qu'il en soit, l'utilisation de la connaissance et de l'information sont essentielles pour construire et proposer des alternatives au combat contre l'exclusion sociale et en faveur de l'édification d'une société démocratique. Développer la formation, en particulier l'éducation à la citoyenneté, comprise comme l'appropriation de tous les droits fondamentaux, y compris les recours en cas de non-respect ou de violation de ces droits, est un défi majeur pour ce troisième millénaire.

“Nous devons ajouter au principe cartésien “je pense donc je suis” un autre principe “je sais donc j'existe”. Dans ce sens, l'éducation est un facteur-clé pour la création de la citoyenneté. Seule l'éducation permet de passer d'une démocratie formelle à une démocratie réelle, c'est-à-dire d'une démocratie basée sur des élections à une démocratie où les citoyens participent réellement (...). On ne peut pas faire l'économie de l'apprentissage de la citoyenneté”.

Federico Mayor
Directeur général de l'UNESCO

“Il faut éduquer les gens pour mieux leur faire connaître leurs droits, et la manière de les défendre, et de défendre leur liberté. Car comment la démocratie pourrait-elle se réaliser sans le respect des droits de l'homme?”.

Ibrahima Fall
Sous-Directeur général, Centre des Nations Unies
pour les droits de l'Homme

“L'art de gouverner peut être enseigné avec patience, et prudence, afin de pouvoir remplacer les conflits par du consensus”.

Alfredo Rodriguez
Directeur, Centro de Estudios Sociales
y Educacion (SUR), Santiago

“Le cas d'Istanbul, qui est une sorte de laboratoire, de modèle, démontre que le sentiment multiculturel ou l'éducation sur le long terme sont bien plus importantes que les structures admi-

nistratives pour imposer des manières d'être aux gens. Certains essayent d'imposer des conflits entre différents groupes, mais les gens ici ont ce sentiment multiculturel et ce savoir, et je pense qu'ils l'ont à travers une éducation, qui passe par l'art, par la poésie, par la musique, par les médias”.

Zulfu Livaneli
Compositeur, metteur en scène,
écrivain, Istanbul

“Chaque jour il y a 300.000 habitants de plus sur terre (...), et près d'un quart de million qui affluent vers les villes. Seule l'éducation permettra de réduire la fécondité”.

Federico Mayor
Directeur général de l'UNESCO

“Dans le cadre de sa politique de la ville, le gouvernement français a mis l'accent sur l'éducation pour réduire la délinquance juvénile (...) c'est aussi un moyen de lutter contre le chômage”

Eric Raoult
Ministre Délégué à la Ville
et à l'Intégration, France

“Le problème n'est pas seulement un problème de pauvreté, mais de contradictions entre des aspirations croissantes et un désespoir grandissant (...). Ce ne sont pas les enfants des plus pauvres qui sont engagés dans les gangs, ce sont les enfants les plus brillants qui revendent la drogue. Alors si l'on parle d'éducation, il faut réfléchir à ce que l'éducation apporte en termes d'aspirations”.

Caroline Moser
Senior Urban Social Policy Specialist,
Banque Mondiale

■ Habiter des espaces publics

L'organisation spatiale de la ville est d'une importance capitale : certains modèles de ville sont générateurs de citoyenneté, d'autres pas, et des villes éclatées produisent aussi une citoyenneté éclatée. La ségrégation spatiale est en elle-même porteuse de ségrégation sociale. Afin de lutter contre cette situation, il faut rappeler toute l'importance de créer des espaces publics dans les nouveaux quartiers qui se créent, car les espaces publics sont avant tout des espaces communs de partage et d'échange, et permettent l'articulation entre eux des différents “nœuds” qui composent les grandes villes d'aujourd'hui. Ainsi, une politique

municipale d'espaces publics permet à l'engagement à la valeur de la vie civique de s'incarner.

“La ville est faite de lieux différents, comme une maison, et comme dans une maison il faut des ponts pour les relier, pour ne pas que chaque lieu soit fermé à l'autre (...) La qualité à la périphérie doit être compatible avec la qualité au centre (...). Nous devons articuler les espaces vacants, restructurer le tout.”

Christian de Portzamparc
Architecte, Paris

“Il faut cesser d'opposer un ordre abstrait que nous dessinons sur des cartes, à la réalité que nous considérons comme chaos. Jusqu'à présent nous avons planifié les villes par opposition à ce que nous appelons l'illégalité sur le terrain (...) Que pouvons-nous faire ? Observons minutieusement ce que nous appelons chaos et nous verrons qu'en réalité ce chaos a ses propres règles, et qu'il y a (toujours) des espaces de solidarité au sein de la communauté, et c'est de cela qu'il faut partir pour construire la solidarité et la participation (...). Ceux qui ont le pouvoir politique ne contrôlent pas la formation de l'espace urbain, et ceux qui pratiquent la vie concrète de la ville n'ont aucun pouvoir politique. La participation devrait donc être un dialogue entre ces deux parties de la société”.

Stéphane Yerasimos
Directeur, Institut Français
d'Etudes Anatoliennes, Istanbul

“Je ne vois pas comment on pourrait avoir une nouvelle ambition pour le développement humain sans résoudre tout le problème de la propriété foncière, qui est la base pour toute installation, pour la construction, pour toutes les activités économiques sur cette planète”.

Gertrude Mongella
Secrétaire générale de la Conférence mondiale
sur les femmes à Pékin

Le mouvement social urbain à Barcelone dans les années 70 : Reconstruire la ville comme espace public

“Nous avons démarré le mouvement social urbain, le plus important mouvement social, à Barcelone dans les années 70, et nous avons commencé à faire naître une certaine culture, à réfléchir aux moyens d’attaquer les questions urbaines parmi les cercles professionnels et politiques, et les organisations de base (...) Beaucoup de choses ont été réalisées en quelques années (...) mais ces choses avaient mûri pendant au moins vingt ans, et elles avaient mûri grâce à un grand nombre de personnes et non pas uniquement les acteurs que l’on voyait sur l’avant-scène.

(Ce qui nous a motivé était que) la ville que nous avions devant nous était exclusive et non pas inclusive, et pas seulement parce qu’il y avait une dictature politique, mais il y avait une conception de la ville qui ne produisait pas de citoyenneté : (...) l’urbanisme était une caricature du fonctionnalisme de la charte d’Athènes, avec des logements pour les pauvres, des logements pour la classe moyenne, des industries, chacun à sa place (...) nous étions en train de détruire la ville en tant qu’espace public.

Quand la ville n’est pas un espace public, il n’y a pas de co-existence, il n’y a pas de tolérance, et les gens perdent le sentiment de solidarité mutuelle, et de co-responsabilité, de responsabilité partagée pour la ville.

La ville crée les conditions de la citoyenneté, si elle crée les conditions pour l’identification à la collectivité. (Voilà pourquoi il est nécessaire de) créer des espaces publics dans chaque quartier (...). (Il faut) créer des éléments de centralité dans les zones périphériques, des éléments d’identité. Une grande métropole doit être conçue comme un réseau de nœuds reliés entre eux, et chaque nœud est comme un élément central potentiel, car c’est la centralité qui donne la cohésion et fournit l’identité. (Voilà pourquoi) il faut donner la priorité au mouvement et à la mobilité entre les zones (...). L’urbanisme n’est pas toujours la construction de la ville. L’urbanisme peut être la destruction de la ville.

Jordi Borja

Consultores Europeos Asociados, Barcelona

Dessiner les contours d'un nouveau contrat social : le droit à la ville

■ Pour un nouveau paradigme économique

La remise en question de la primauté de "l'économique" sur toutes les autres fonctions de la ville fut soulevée par des participants comme un préalable pour dessiner les contours d'un nouveau contrat social. Primauté accompagnée de son cortège d'effets pervers : exclusion, chômage, fractures sociales et civiques... Primauté qui s'impose, il faut le reconnaître, bien au delà de la ville, mais à laquelle une autre logique doit être substituée au sein de celle-ci. Au modèle "économiste" destructeur, dont le modèle d'urbanisation "déshumanisante" est le reflet, doit succéder un modèle "solidaire" intégrant l'économie comme un outil, et non un objectif, fruit d'un autre partage. Innover par la construction de partenariats public-privé-citoyens aux multiples formes institutionnelles d'agencements, c'est transformer :

- l'Etat tuteur en Etat animateur ;
- les citoyens usagers en citoyens acteurs ;
- les entreprises fournisseurs en entreprises partenaires.

"Nous pouvons accepter une économie de marché, mais nous n'accepterons jamais une société de marché".

*Le Premier Ministre de Jamaïque,
cité par F. Mayor*

"Il est plus important de parler de démocratie et de citoyenneté que de parler de politique économique. Et pour cela, les gens doivent s'écouter les uns les autres".

*Michael Cohen
Conseiller principal, Bureau du Vice-Président,
Environnement et Développement Durables,
Banque Mondiale*

"Le marché seul ne fournit pas d'équilibre humain".

*Eric Raoult
Ministre Délégué à la Ville
et à l'Intégration, France*

Pour un nouveau paradigme de développement

“Je suggère de changer l'ordre économique qui produit et vend du Coca-Cola là où on a besoin d'eau (...) L'influence la plus profonde sur l'urbanisation et sur les villes est générée par le nouveau modèle de développement économique libéral de croissance économique incontrôlée, de marchés dérégulés, de programmes d'ajustement structurel, de privatisation des biens et des services publics, et d'intégration économique globale, qui sont devenus les principes directeurs de nos institutions les plus puissantes. Ce modèle considère la croissance comme le but et la raison d'être du développement (...), il perpétue les inégalités sociales, est non durable et destructeur de l'environnement, il a aussi des effets destructeurs sur les communautés, et il représente essentiellement une priorité des riches (...) La question est : y a-t-il une autre option ? (...) La réponse est oui. Si ces sociétés qui ont encore 3/4 de leur population dans les villages, une pauvreté massive, et de longues traditions culturelles, peuvent faire montre de courage et d'esprit d'entreprise en repensant le modèle de développement promu par ces politiques économiques (...) Nous avons besoin d'un nouveau paradigme de développement (...).

Comme Einstein l'avait observé, nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes avec le même type de pensée qui les a créés, et comme Keynes l'a fait remarquer, la difficulté n'est pas de trouver de nouvelles idées, mais de se débarrasser des anciennes (...) Nous devons donc remettre en question le caractère inévitable de l'urbanisation, de cette urbanisation déshumanisante. Il serait utile de reconnaître que le type d'urbanisation que nous subissons et les villes dans lesquelles nous vivons sont le résultat des politiques économiques et des modèles de développement que nous appliquons”.

*Kirtee Shah
Président,
Habitat International Coalition,
Ahmedabad*

■ Articuler le global et le local

Les villes deviennent de plus en plus des "villes globales", selon l'expression de Saskia Sassen, dont les frontières débordent les cadres purement géographiques. Pourtant, les débats ont porté sur l'importance d'une participation des citoyens au niveau local comme instrument d'une citoyenneté active et responsable. Comment dans ce contexte concilier l'inévitable insertion des grandes villes dans les circuits de l'économie internationale, et la tout aussi nécessaire participation active des citoyens à la vie de leur quartier, de leur municipalité ? Sans l'expérience concrète, l'on ne peut élaborer de réflexion générale.

"Les villes n'ont plus de frontières. Nous devons désormais parler de villes globales, ou de villes universelles. L'administration des conflits, et a manière de gérer les problèmes, sont devenus un facteur déterminant, et la capacité d'insertion internationale est devenue une part essentielle des villes désormais (...) Or les grandes villes du Sud ont peu préparées à ce processus d'internationalisation : nous avons un héritage, un héritage socio-économique, qui rend difficile l'ajustement à ces nouvelles situations".

Ruth Cardoso
Présidente du Conseil
"Comunidade Solidaria", Brésil

"On ne peut pas penser au niveau local sans penser au niveau global (...). Il est essentiel d'avoir une vision à long terme, afin de garantir la continuité des politiques mises en œuvre aux niveaux local et national, qui ne doivent pas dépendre des fluctuations des différents groupes politiques. Une politique de la ville, une politique de la citoyenneté, a besoin de continuité, et nous avons besoin d'une vision de long terme. Nous ne devons pas rechercher l'adaptabilité sur le court terme, sinon les événements vont dominer notre vision".

Federico Mayor
Directeur général de l'UNESCO

"Les villes ont besoin d'autonomie. Spécialement dans les pays du Sud, une conception centralisatrice de l'Etat, et sa traduction en termes de gestion des villes, a induit une diminution des potentialités et de l'efficacité. Les villes du Sud se trouvent souvent dans un état de léthargie, dû à la volonté de l'Etat de

contrôler la vie en ville. Et ceci vient du fait que la population n'est pas prise en compte".

*Ibrahima Fall
Sous-Directeur général,
Centre des Nations Unies pour
les droits de l'Homme*

"En France, la politique de la ville repose sur le couple Ville/Etat, auquel est associé le plus grand nombre de partenaires. La particularité de ce système, c'est que ces deux niveaux de compétences aient une responsabilité partagée (...) Les collectivités locales doivent être considérées comme un niveau de gouvernement essentiel du développement".

*Eric Raoult
Ministre Délégué à la Ville
et à l'Intégration, France*

"Sans l'expérience concrète d'un quartier, sans savoir comment s'organiser au niveau de la réalité locale, sans se référer à la ville comme lieu concret de vie, on ne peut pas penser au futur de manière large, on ne peut pas se référer à une dimension supérieure".

*Christian de Portzamparc
Architecte, Paris*

"Nous, les habitants, nous avons une expérience de vie qui a valeur de savoir et un savoir-faire qui doit être pris en compte par les autorités (...) L'Etat ou les autorités locales ne s'adaptent jamais aux habitants. C'est toujours au citoyen à s'adapter".

*Zoubida Meguenni
Représentante du Forum des habitants*

"En Scandinavie, 50% du produit national va aux autorités locales, dans les pays du Sud c'est avec seulement 5% que les autorités locales doivent régler leurs problèmes".

*Stéphane Yerasimos
Directeur, Institut Français
d'Etudes Anatoliennes, Istanbul*

"Lorsque l'on parle de globalisation, ça signifie en fait exploitation globale".

*Michael Sutcliffe
Congrès National Africain, KwaZulu Natal Province*

■ Que faire ? Rassembler, réfléchir, innover

Que faire ? Il est impossible de résoudre tous les problèmes, rappelait en début de journée le Secrétaire général Adjoint de HABITAT II, Jorge Wilhelm. Si l'identification de "solutions" ou de "recommandations" ne faisait pas partie des objectifs que l'UNESCO s'était donnés pour cette journée qui devait avant tout être celle d'un dialogue, certaines pistes apparaissent néanmoins, directions davantage que solutions :

- Rassembler, tous les acteurs de la vie en ville, citoyens, associations, secteur privé et public, organisations internationales, dans des mécanismes de coopération qu'il s'agit de mettre en place ;
- Réfléchir ensemble, car les villes du XXI^e siècle, et déjà celles dans lesquelles nous vivons, différeront radicalement de ce que l'humanité a connu jusqu'alors; c'est-à-dire élaborer de nouveaux concepts, forger une pensée nouvelle, pour appréhender des réalités nouvelles ;
- Innover enfin, en s'inspirant des innovations existantes, mais aussi explorer de nouvelles directions, pour la recherche de solutions concrètes sur le terrain.

"Nous avons besoin d'instruments, nous avons besoin d'outils pour pouvoir identifier les innovations et les nouveaux processus qui accompagnent ces innovations (...) Nous devons rassembler toutes les institutions, tous les efforts".

Ruth Cardoso
Présidente du Conseil "Comunidade Solidaria", Brésil

"La ville est le lieu de la crise, elle est aussi le lieu potentiel des solutions".

Federico Mayor
Directeur général de l'UNESCO

"Nous avons beaucoup d'attentes de votre participation à ce dialogue, mais nous ne pouvons résoudre tous les problèmes".

Jorge Wilhelm
Secrétaire général Adjoint de HABITAT II

"Nous avons besoin de davantage d'informations, et nous avons besoin de réfléchir à ce qui se passe autour de nous (...). Nous devons trouver notre chemin parmi les nouvelles relations qui sont en train de se créer, nous devons organiser ces relations, et nous devons reconstruire une nouvelle vision de la ville".

Richard Stren
Directeur, Center for Urban and Community
Studies, University of Toronto

“Il faut fournir des outils spécifiques au système municipal, en fonction des caractéristiques et du niveau de développement de chaque pays. En termes pratiques, il faut tenir des registres publics, qui seraient gratuits, qui répertorieraient les organisations sociales par zone géographique, et serviraient de base pour les mécanismes de consultation bureaucratique entre les organisations et le gouvernement, en particulier pour établir des politiques, des programmes et des projets qui améliorent la qualité de vie des plus pauvres”.

*Sergio Galilea
Vice-Ministre du Logement
et de l'Urbanisme, Chili*

“L'information devrait circuler, les gens de différents endroits devraient se rencontrer et échanger leurs expériences régulièrement. Très souvent les savoir-faire des habitants sont ignorés, et on fait appel à des techniciens et à des spécialistes”.

Un participant du public

“Nous sommes actuellement au stade où des idées sont créées et jetées et dirigées vers les décideurs”.

*Guido Martinotti
Professeur, Fondation européenne de la science,
Strasbourg*

“Nous devons repenser les structures politiques au niveau mondial. Mais comment passer d'une universalité abstraite à une universalité concrète (...) ? Nous avons besoin d'instances publiques, nous devons avoir une coopération entre le local, le national, et l'international, nous avons besoin d'une instance qui dirige, qui gère politiquement ces relations, et si nous n'avons pas cette instance politique, ce sont les entreprises privées et les banques qui mèneront le jeu (...). Nous devons créer des observatoires qui agiront en accord avec les principes que nous avons établis ici”³.

*Francis Godard
Directeur-adjoint, PIR-Villes, CNRS, Paris*

*3. Francis Godard :
Des partenariats dans nos
villes pour l'innovation
urbaine. MOST Documents
de discussion, N°9, 1996.*

“Tout autant que les bonnes pratiques, il serait important de montrer les mauvaises pratiques, pour éviter les répétitions d'erreurs, comme celles qui furent faites dans les années 60, de construire de grands ensembles qu'il faudrait détruire quelques années plus tard.

Un participant du public

“Vers la ville de la solidarité et de la citoyenneté”

Réunion d'experts, UNESCO, Paris, 11-12 octobre 1995

Recommandations pour l'action

■ Impulser une réflexion prospective sur les nouvelles formes de solidarité qu'exige l'évolution de la société.

■ Elaborer des stratégies d'action pour promouvoir la solidarité et la citoyenneté dans la ville du XXI^e siècle, en particulier appuyer l'économie populaire urbaine et encourager une politique cohérente des espaces publics.

■ Repérer les points-clé de la mise en synergie des initiatives internationales avec les expériences nationales et locales.

■ Soutenir des projets participatifs de recherche-action à partir des initiatives et savoir-faire des habitants des quartiers.

■ Dans l'optique de la gouvernance participative et de la construction des acteurs de la démocratie, mettre sur pied des partenariats public-privé-citoyens pour l'innovation urbaine : identifier, expérimenter, évaluer et diffuser les combinaisons partenariales gagnantes.

■ Développer une pédagogie des formes innovantes de solidarité et de citoyenneté en promouvant le recensement systématique des expériences et des pratiques, l'analyse cumulative et l'échange d'expériences et de savoir-faire à travers, notamment :

- des micro-observatoires sociaux ;
- des observatoires des pratiques civiques associatives pour contribuer à retisser du lien civique ;
- la rédaction et diffusion des “Fiches de la solidarité et de la citoyenneté”.

■ Reconnaître la recherche en sciences sociales et humaines comme une tâche d'utilité sociale (un pourcentage étant dédié à la recherche sur chaque grand programme et budget de gestion municipale), accompagnée des modes d'élaboration démocratique de la formulation des questions.

■ Clarifier les concepts et les mots de la ville utilisés.

■ Développer la formation, en particulier l'éducation à la citoyenneté, comprise comme l'appropriation de tous les droits fondamentaux.

■ Favoriser les échanges entre praticiens de la ville - élus et opérateurs sociaux - et universitaires.

■ Organiser périodiquement les Assises urbaines de la solidarité et de la citoyenneté.

■ Instituer, pour symboliser l'ensemble de ces actions, une "Fête de la ville" annuelle, destinée à marquer le retour du citoyen, acteur de sa propre ville.

■ Utiliser le programme MOST (Gestion des transformations sociales) de l'UNESCO comme un cadre approprié pour approfondir les recommandations ci-dessus.

Certaines de ces recommandations pourraient constituer les fondements d'une

Charte de la solidarité et de la citoyenneté en ville

En guise de conclusion, humaniser la ville c'est :

SITUER l'Homme-Citoyen au cœur du projet urbain, et donc rompre avec la vision unique, économiciste et la standardisation comme seul vecteur de l'harmonie.

S'APPROPRIER la ville à travers un processus de transformation et de maturation, et donc faire de la ville un territoire de désir(s) partagé(s) par tous ses habitants.

TISSER et retisser des liens sociaux, source de citoyenneté, et donc renouer avec un vouloir vivre ensemble dans la ville

METISSER les cultures, notre diversité créatrice, et donc inventer une ville multiculturelle, bouillon de culture et vecteur de tolérance.

S'ENRACINER dans le territoire urbain, et donc renouer avec la mémoire collective de la ville.

S'ENGAGER à construire une ville démocratique du XXI^e siècle, territoire de la solidarité et de la citoyenneté en action.

*Remerciements à
Nadia Khouri-Dagher pour sa
participation à la formulation
de cette synthèse ainsi qu'à
Patricia Boulie de l'UNESCO
pour la transcription des débats
enregistrés en anglais.*

Annexes

Annexe 1

Démocratie et citoyenneté dans la ville du XXI^e siècle

Istanbul, 7 juin 1996, 10h-18h, Hôtel Marmara Istanbul

10h-10h45 Ouverture : Ruth Cardoso,
Présidente du Conseil "Comunidade Solidaria"
Interventions de :
Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO
Jorge Wilhelm, Secrétaire général Adjoint
de HABITAT II

10h45-13h Organisation du Dialogue
par Céline Sachs-Jeantet,
Urbaniste, Consultante pour la contribution
de l'UNESCO à HABITAT II

Premier débat :
**Consolider la démocratie : de l'art
de gouverner**

Exposés introductifs par :
Isaac Mogase, Maire de Johannesburg
Ibrahima Fall, Sous-Directeur général, Centre
des Nations Unies pour les droits de l'Homme
Zulfu Livaneli, Compositeur, metteur en scène,
écrivain, Istanbul

Discutants :
Michael Cohen, Conseiller principal,
Bureau du Vice-Président, Environnement et

Développement Durables, Banque Mondiale
Alfredo Rodriguez, Directeur, Centro de
Estudios Sociales y Educacion (SUR), Santiago
Richard Stren, Directeur, Center for Urban
and Community Studies, University of Toronto
et GURI (Global Urban Research Initiative)

14h30

Interventions de :

Eric Raoult, Ministre Délégué à la Ville
et à l'Intégration, France

Sergio Galilea, Vice-Ministre du Logement
et de l'Urbanisme, Chili

14h50-16h15 Deuxième débat :

**Exercer la citoyenneté, vecteur
d'humanisme : habiter des espaces publics**

Exposés introductifs par :

Jordi Borja, Consultores Europeos Asociados,
Barcelone

Christian de Portzamparc, Architecte, Paris

Zoubida Meguenni, représentante du Forum
des habitants

Discutants :

Caroline Moser, Senior Urban Social Policy
Specialist, Banque Mondiale

Stéphane Yerasimos, Directeur, Institut Français
d'Études Anatoliennes, Istanbul

José Vidal-Beneyto, Conseiller spécial
du Directeur général de l'UNESCO

16h30-17h45 Troisième débat :

**Dessiner les contours d'un nouveau
contrat social : le droit de la ville**

Sous la présidence

du Professeur Licia Valladares,

Instituto Universitario de Pesquisas

do Rio de Janeiro & Coordinatrice URBANDATA

Exposés introductifs par :

Kirtee Shah, Président, Habitat International
Coalition, Ahmedabad

Gertrude Mongella, Secrétaire-générale de la
Conférence mondiale sur les femmes à Pékin
Guido Martinotti, Professeur, Fondation euro-
péenne de la science, Strasbourg

Discutants :

Francis Godard, Directeur-adjoint, PIR-Villes,
CNRS, Paris

Davinder Lamba, Directeur exécutif, Mazingira
Institute, Nairobi

Michael Sutcliffe, African National Congress,
Kwazulu Natal Province

17h45-18 h Clôture par :

Ali Kazancigil, Directeur de la Division
des sciences sociales, de la recherche et des
politiques, UNESCO

Annexe 2

Documents préparés par l'UNESCO

Note présentée par le Directeur général de l'UNESCO.
Document de travail pour le Dialogue : "Vers la ville de la
solidarité et de la citoyenneté" par Céline Sachs-Jeantet.
Lettre de MOST.

Revue internationale des Sciences Sociales
UNESCO N°147, mars 1996

Villes de l'avenir :
la gestion des transformations sociales

Jorge Wilhelm

Introduction : les problèmes de la
ville dans une période de transition

Géopoles

Peter Hall

La ville planétaire

Yue-man Yeung

Un point de vue asiatique sur les
géopoles

La ville multiculturelle

Paul Winstone La gestion d'une ville européenne pluriethnique et multiculturelle : Leicester

Aprodicio A. Laquian Villes pluriethniques et multiculturelles : les mégapoles asiatiques

La ville éclatée

Teresa P.R. Caldeira Un nouveau modèle de ségrégation spatiale : les murs de Sao Paulo

Michael Sutcliffe La ville éclatée : Durban, Afrique du Sud

Démocratie et gouvernance de la ville

Alfredo Rodriguez, Ville, démocratie et gouvernance en Amérique latine

Lucy Winchester

Jordi Borja Ville, démocratie et gouvernabilité : le cas de Barcelone

Ecologie urbaine

Michael Cohen Habitat II et le défi de l'environnement urbain

Francesco Rutelli Interview : Rome, ville durable

Les défis de la recherche urbaine

Richard Stren La recherche urbaine et ses chercheurs dans les pays en développement

Mario Lungo Les défis de la recherche urbaine : le cas de l'Amérique latine

Perspectives

Céline Sachs-Jeantet Humaniser la ville

*Pour commander le N°147
(125F)
s'adresser aux Editions Erès
11 rue des Alouettes
31520 Ramonville Saint-Agne
France
Fax : (33) 05 61 73 52 89*

Annexe 3

Synthèse du dialogue Démocratie et citoyenneté dans la ville du XXI^e siècle

présentée au Conseil de la Conférence des Nations Unies sur les Établissements Humains, Istanbul, 11 juin 1996.

Rapporteur : Zulfu Livaneli, compositeur, metteur en scène, écrivain, Istanbul, Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO

Le Dialogue a porté sur la construction de la ville démocratique du XXI^e siècle, territoire de la solidarité et de la citoyenneté en action.

Les participants ont formulé les engagements fondamentaux pour humaniser la ville et affirmer la solidarité comme une valeur fondamentale de la démocratie et des droits de l'Homme.

Trois engagements ont été mis en exergue :

- premièrement, de consolider la démocratie ;
- deuxièmement, d'exercer la citoyenneté ;
- troisièmement, de dessiner les contours d'un nouveau contrat social.

Recommandations du Dialogue

Consolider la démocratie : de l'art de gouverner

Le projet politique de la ville démocratique consiste à permettre de réaliser, au profit de tous et de chacun, les idéaux d'émancipation, d'égalité, de liberté et de fraternité. La solidarité n'est pas simplement une qualité de la démocratie, elle est constitutive de sa durée. Si la ville est le futur de la démocratie et la démocratie est le futur de la ville, alors il est temps de passer d'une démocratie de représentation à une démocratie d'initiative citoyenne, démocratie d'émancipation. La démocratie suppose respect des droits politiques, mais aussi exercice effectif des droits civiques, sociaux, culturels et économiques.

Le cas de Johannesburg en Afrique du Sud montre qu'on ne peut aspirer à une ville qui soit territoire de la solidarité et de la citoyenneté sans lutter contre la société de l'apartheid - l'apartheid social, racial, économique et politique. Dès lors, agir contre

l'exclusion et l'intolérance, la ville fragmentée, et construire les outils institutionnels d'une démocratie participative effective, sont les préalables à consolider la démocratie. Il n'y a pas de démocratie sans respect des droits de l'homme, ce qui implique l'éducation aux droits de l'homme.

Istanbul met au cœur du processus de consolidation de la démocratie, comment promouvoir une société multiculturelle, comment apprendre à vivre ensemble et apprendre à vivre avec les autres. La culture est la représentation de notre diversité créatrice, comme la biodiversité, et cette ville multiculturelle, cette ville mosaïque est vecteur de tolérance et de pluralisme culturel. La culture de la paix, de la démocratie et de la citoyenneté pour le XXI^e siècle, appelle nos sociétés à mener à bien la transition du monoculturalisme au multiculturalisme, ou à reinventer cette ville, et à garantir la diversité culturelle comme un droit.

La gouvernance est au cœur de l'exercice de la citoyenneté. La recherche en sciences sociales sur la ville, conçue comme une tâche d'utilité sociale, a un rôle crucial à jouer à cet égard.

Les échanges avec le public, débat de plus d'une heure, a non seulement souligné l'importance et l'intérêt du sujet couvert par le dialogue, mais aussi les droits des jeunes et des femmes dans la lutte pour l'égalité et pour construire la ville démocratique du XXI^e siècle. Les participants du public ont souligné l'éducation, et le respect de la diversité, comme étant les éléments critiques de cette lutte et ont appelé à un nouveau concept de la démocratie et de la citoyenneté.

Exercer la citoyenneté, vecteur d'humanisme : habiter des espaces publics

Humaniser la ville c'est garantir le droit au plein exercice de la citoyenneté et promouvoir une politique municipale de l'espace public qui permette à l'engagement à la vie civique de s'exprimer et de s'incarner.

L'espace public est l'espace où se manifeste l'interconnexion des décisions politiques et de leurs conséquences sur l'utilisation des ressources économiques et sociales pour le développement. C'est là que convergent les acteurs du marché, les différents secteurs

de la société civile et de l'État ; c'est là que leur interdépendance est mise en évidence ; et c'est là que le système de prise de décisions résout les problèmes et les conflits sociaux, économiques et politiques.

Parce que dans beaucoup de villes l'espace public est aujourd'hui en crise, l'entrée dans la ville du XXI^e siècle nous met dans l'obligation d'inventer ensemble les formes nouvelles de la ville, des assemblages, des réseaux et des lieux, respectueux de la qualité des espaces publics. Il est essentiel que la ville du XXI^e siècle nous permette de retrouver le plaisir de l'urbanité où l'architecture réinventée est un art public qui contribue à l'exercice de la liberté, à la créativité et à l'épanouissement de ses habitants. Barcelone offre, de ce point de vue, un modèle de transformation urbaine fondée sur les valeurs de démocratie, de citoyenneté et de socialisation de l'espace public.

Le message du Forum des Habitants, invité au Dialogue, plaide pour plus de réunions internationales des habitants, le développement de la formation, la reconnaissance du savoir-faire des habitants et la prévention de la violence, et donc pour la protection du citoyen. Le Forum a appelé à la naissance d'un espace public mondial de débat.

Dessiner les contours d'un nouveau contrat social : le droit à la ville

Le premier préalable à un nouveau contrat social est un nouveau paradigme de développement. Le droit au logement, le droit à un toit pour tous les membres de la famille, constituent des préalables à la citoyenneté et nécessitent des mesures particulières pour assurer la réalisation de ces droits.

Le deuxième préalable au droit à la ville est de donner un rôle prééminent aux femmes comme participants actifs pour dessiner les contours de ce contrat social et dans le processus de planification de la ville.

Le troisième préalable est d'innover par la construction de nouveaux partenariats public-privé-citoyens et l'invention d'une culture civique. Il s'agit de renforcer le degré de confiance dans le contrat social qui lie les membres d'une même collectivité et de lutter contre l'incivilité.

Le quatrième préalable est l'accès pour tous aux compétences des citoyens. L'éducation à la citoyenneté consiste à connaître ses droits, ses devoirs et ses responsabilités. Il est impossible de parler d'éducation à la citoyenneté sans accès à la justice.

Tous ces droits fondamentaux - civiques et politiques, économiques, sociaux et culturels - sont indivisibles et interdépendants, devant s'ancrer profondément dans les pratiques traditionnelles et cultures des peuples.

Accomplir ces trois engagements c'est construire la ville démocratique du XXI^e siècle, territoire de la solidarité et de la citoyenneté en action. C'est une invitation à un nouvel art de vivre dans une ville qui serait le lieu d'un humanisme du XXI^e siècle.

Les idées et opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles de l'auteur
et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UNESCO

Publié en 1997 par L'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy F-75352 Paris 07 SP

Conception : Carrasco / Amprincipe
Imprimé dans les ateliers de l'UNESCO, 1997 - Printed in France



Programme de gestion des transformations sociales

Le Programme de gestion des transformations sociales - MOST - a été mis en place par l'UNESCO en 1994 pour favoriser les recherches comparatives internationales d'orientation pragmatique portant sur les transformations sociales et les questions d'importance mondiale.

Il vise à contribuer à l'approfondissement des connaissances et à la formulation de politiques en ces domaines, ainsi qu'à favoriser l'instauration de liens plus étroits entre la recherche et la prise de décision.

Les domaines auxquels les réseaux de chercheurs régionaux coopèrent dans le cadre du programme sont : l'analyse conceptuelle, les politiques, les pratiques, les processus, les résultats et les impacts.